

L'impact des revenus pétroliers sur le développement économique des pays du Moyen-Orient

Mahmoud Montazer-Zohour

Volume 6, numéro 4, 1975

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700608ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700608ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Montazer-Zohour, M. (1975). L'impact des revenus pétroliers sur le développement économique des pays du Moyen-Orient. *Études internationales*, 6(4), 529–554. <https://doi.org/10.7202/700608ar>

L'IMPACT DES REVENUS PÉTROLIERS SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES PAYS DU MOYEN-ORIENT

Mahmoud MONTAZER-ZOHOUR *

INTRODUCTION

Avec « la crise de l'énergie », le relèvement substantiel des prix et donc des revenus pétroliers, le Moyen-Orient, déjà en tête des actualités *politiques*, se trouva d'un seul coup aussi au premier plan des actualités *économiques* mondiales.

Plus particulièrement, les six gros producteurs du golfe Persique (l'Arabie Saoudite, le Fédération des émirats arabes unis, l'Irak, l'Iran, le Koweït et le Qatar), détiennent, actuellement, un rôle déterminant dans l'équilibre économique et financier de l'Occident. Avec une population dont le nombre dépasse à peine 1% de la population totale du monde, pris dans son ensemble, ces pays possèdent, en effet, 57% des réserves mondiales¹ de carburants, en assument près de 40% de la production², en obtiennent des revenus annuels de l'ordre de \$67 milliards É.-U.³, leur laissant des réserves financières dont le montant atteindrait \$200 milliards d'ici 5 ans⁴. D'où, cette sous-région, et grâce à elle le Moyen-Orient, deviennent, à juste titre, un *enjeu économique et financier* important : avant tout, un marché vaste, doté d'immenses possibilités de paiement, marché où la demande effective est huit fois plus grande que l'offre totale dispo-

* *Faculté des sciences économiques de l'Université de Téhéran.*

1. M. MONTAZER-ZOHOUR, *L'Organisation des pays exportateurs de pétrole*, dans *Notes et études documentaires*, n^{os} 4133-4134, 15 novembre 1974, Paris, Documentation Française ; *Naft al Arab* (Alger), N^o 10, juillet 1973 ; *World Petroleum Report* ; *O.P.E.C. Bulletins*.
2. *The Petroleum Economist*, January 1975, p. 7.
3. *The Petroleum Economist*, March 1975, p. 6 ; *I.M.F. Survey*, February 3, 1975, p. 38.
4. *I.M.F. Survey*, July 14, 1975, p. 193.

nible, bref un débouché extrêmement attirant pour les pays industriels de l'Occident, aux prises avec le difficile problème de l'inflation et notamment le *déséquilibre de la balance des paiements*.

Une fois obtenu, à la suite d'une lutte acharnée — menée au départ par l'Iran tout seul, lorsque celui-ci s'opposait dès 1933 à la domination de l'Anglo-Iranian Oil Company⁵ et, vingt ans plus tard, nationalisait ses gisements⁶, avant d'être aussi le premier à prendre en mains, vingt ans après (1973), le contrôle complet de son industrie pétrolière — et grâce à l'action concertée menée au sein de l'OPEP⁷, leur juste part dans le partage des revenus pétroliers, ces pays visent maintenant à l'*industrialisation*.

Le fait saillant de la situation économique du Moyen-Orient est, en effet, et notamment à l'issue des récents relèvements (octobre-janvier 74) des prix et des revenus pétroliers, l'amélioration sensible des perspectives d'*industrialisation* et de *développement*. Cette conscience qu'il a d'entrer dans une ère nouvelle, une ère d'industrialisation et de développement de grande envergure avec un taux de croissance jamais enregistré dans d'autres régions, qui dépasse parfois même de 40% (le cas iranien du P.I.B. réel en 1974)⁸, cette façon de se préparer à un « grand bond en avant » et au *décollage* économique, telles sont les impressions les plus fortes que l'on éprouve aujourd'hui à considérer le Moyen-Orient.

Bien que « *le cercle vicieux* » de sous-développement soit brisé dans la région, de nombreux *obstacles*, souvent d'ordre structurel, y persistent encore, et continuent à empêcher l'intégration et le développement économiques du Moyen-Orient. Ce qui expliquerait la *faiblesse des effets d'entraînement* du secteur pilote, celui du pétrole, le *manque d'impact considérable des revenus pétroliers sur le développement économique interne de la région*. En effet, sauf dans certains pays, à population relativement nombreuse et dotés d'un certain environnement d'accueil et des possibilités d'absorption, la plus grande partie des revenus pétroliers

5. F. FERROUX, « L'Anglo-Iranian Oil Company et les effets de domination », *Économie Appliquée*, n° 1/1952, pp. 151-168 ; M. BYE, « L'autofinancement de la Grande Unité Internationale », *Économie Appliquée*, n° 3/1957, pp. 269-312.

6. *Chronologie et documents concernant l'affaire du pétrole iranien*, dans *Notes et études documentaires*, n° 1532, du 22 septembre 1951, Paris, Documentation Française ; Id., n° 1594, du 27 mars 1952 ; P. FONTAINE, *Le pétrole du Moyen-Orient, les trusts*, Paris, Ed. Les Sept Couleurs, 1960.

7. MONTAZER-ZOHOUR, *L'Organisation des pays exportateurs de pétrole*, op. cit. ; Z. MIKDASHI, *The Community of Oil Exporting Countries*, G. Allen & Unwin, London, 1973 ; F. RUHANI, *A History of O.P.E.C.*, Praeger, New York, 1971.

8. « Remarques de A.-A. Hoveyda, premier ministre de l'Iran, à la Session inaugurale du Colloque économique Iran-Europe », texte reproduit dans *Relations Internationales*, C.H.E.I.U.T., Téhéran, n° 3/1975, pp. 19-39.

se trouve réintégrée dans le réseau financier étranger ; ce qui garantit le fonctionnement des mécanismes de « la croissance vers l'extérieur⁹ ».

Avant d'examiner *l'impact des revenus pétroliers* sur le développement économique du Moyen-Orient (II), essayons de savoir d'abord quelle est *l'importance de ces revenus, pris dans le cadre structurel de la région* (I).

I – L'IMPORTANCE DES REVENUS PÉTROLIERS, PRIS DANS LE CADRE STRUCTUREL DE L'ÉCONOMIE DU MOYEN-ORIENT

Le Moyen-Orient, constitue un *espace géographique et économique non homogène*, une région recelant des ambiguïtés, ayant un contenu flou et souvent mal déterminé.

Avant tout, il conviendrait donc essayer de *délimiter la région* (A) ; tâcher, ensuite, d'élaborer quelques éléments de diagnostic portant sur les *caractéristiques structurelles de l'économie du Moyen-Orient* (B) ; mesurer, finalement, *l'impact du pétrole et donc des revenus pétroliers dans l'économie des pays en question* (C).

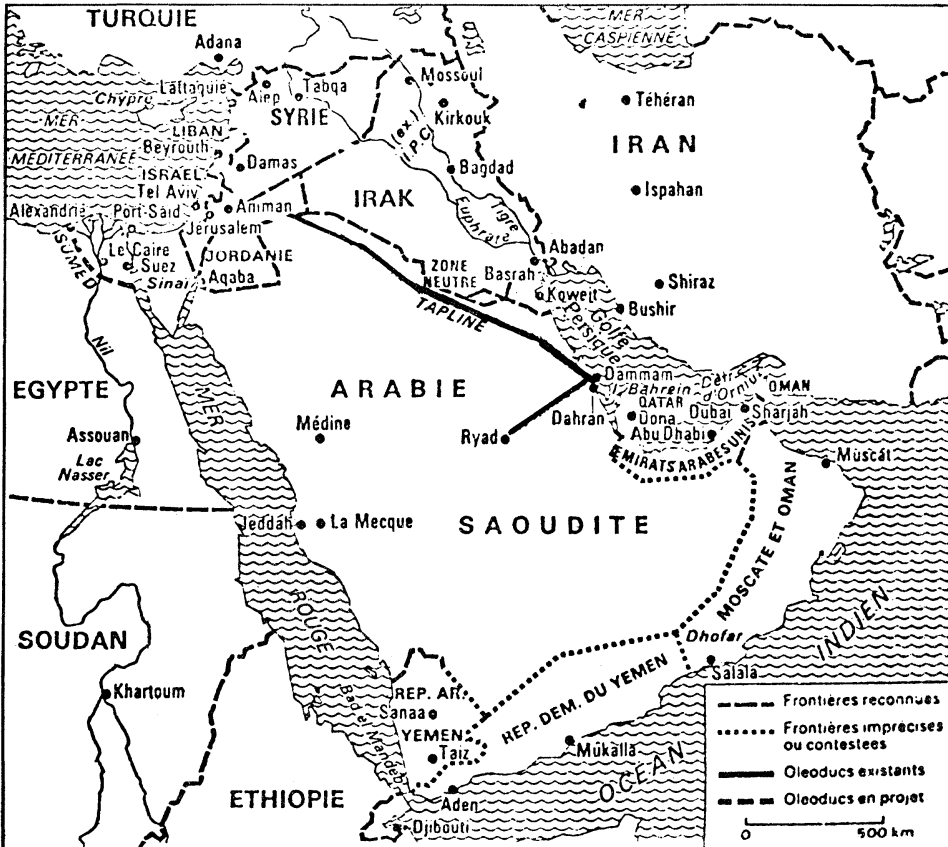
A – Délimitation de la région

Quelles sont donc les frontières de cette région ? Moyen-Orient, Levant, Proche-Orient, telles sont les trois expressions utilisées souvent pour désigner notre région. « Levant » est tombé en désuétude, et c'est le terme « *Moyen-Orient* » qui est utilisé le plus souvent. Il s'agit d'une région entourée par la Méditerranée, la mer Rouge, l'océan Indien, le golfe Persique, le Pakistan, l'Afghanistan, l'URSS et la Turquie, couvrant ainsi les quatorze pays et émirats suivants : Arabie Saoudite, Bahreïn, la Fédération des émirats arabes unis (composée de l'Abu-Dhabi, Dubaï, Ajman, Sharjah, Umm-al-Quaiwain, Ras al-Khaimah et Fujaïrah), Irak, Iran, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Oman (Mascate-Oman), Qatar, Syrie, République arabe du Yémen et République démocratique et populaire du Yémen. Y incluant l'Égypte et la Turquie, la République arabe libyenne, les pays situés entre la Méditerranée et le Sahara (Algérie, Maroc et Tunisie) de même que Crète et Chypre, on obtient une région plus vaste, « *le Proche-Orient* ».

9. J. BARNOUIN, « Croissance vers l'extérieur et recherche d'une politique de développement interne », *Cahiers de l'I.S.E.A.*, n° 1/janvier 1964, pp. 27-48.

Il s'agit, dans la présente étude, du Moyen-Orient, tel qu'il a été ci-dessus délimité, région dont les frontières géographiques se trouvent retracées plus nettement dans la carte qui suit (Carte I).

CARTE 1
Limites géographiques du Moyen-Orient



L'environnement est ici rarement favorable. Le désert, sans habitant et toujours brûlant, occupe la majeure partie de la surface de toute la région. Une seconde partie en est constituée des zones montagneuses non utilisables. Il existe, enfin, des rares plaines arrosées et les vallées des fleuves du nord et du centre, qui relient les montagnes aux zones désertiques. Il n'y a, dans l'ensemble, que moins de 10% des terres qui sont cultivables, le reste de cet immense territoire demeurant inutilisable. Quant au climat, 80% de la région est totalement aride, les pluies étant rares et l'eau y manquant souvent.

Afin de connaître bien le cadre structurel du Moyen-Orient, on doit ajouter, aux données qui précèdent, celles notamment caractérisant les structures économiques de la région.

TABLEAU 1
QUELQUES DONNÉES DÉMOGRAPHIQUES ET ÉCONOMIQUES
ESSENTIELLES DU MOYEN-ORIENT

Données Pays	(1)	(2)	Densité h/km	(3)	(4)	(5)	(6)	Balance des paiements
	Population (1000 h.)	Superficie (en km ²)		P.I.B. (millions \$ É.-U.)	Revenu par tête (\$ É.-U.)	Importations (en millions \$ É.-U.)	Exportations (en millions \$ É.-U.)	
Arabie Saoudite	8 199	2 149 690	4	28 620	3 490	1 893	7 616	++
Bahreïn	224	622	360	255	1 272	232	248	+
Émirats A.U.	320	23 623	137	4 600	14 375	784	1 510	++
Irak	10 074	434 924	23	9 672	930	898	2 294	++
Iran	31 869	1 648 000	20	40 320	1 265	3 442	6 966	++
Israël	3 124	20 700	149	8 750	2 500	2 931 ⁽⁷⁾	645	--
Jordanie	2 467	97 940	25	860	310	335	59	--
Koweït	914	17 818	51	7 769	8 500	1 042	3 790	++
Liban	2 963	10 400	285	2 550	850	1 483	645	--
Oman	699	212 457	3	905	1 217	149	391	++
Qatar	184	22 014	8	1 950	10 000	170	447	++
Syrie	6 673	185 408	36	3 105	450	595	339	-
Yémen (R.A.)	6 062	195 000	5	591	95	125	8	--
Yémen (R.D.P.)	1 515	287 683	5	159	105	170	121	-
Total : Moyen-Orient	75 228	5 110 572	88	110 013	1 247	14 249	25 079	+10 830
Total : Monde	3 882 000	135 906 000	28	P.V.D. P.Ind.	360 3 500	336 200	336 400	0

1. Données de 1972 : *Annuaire Statistique des Nations unies 1973*, ONU, New York, 1974, pp. 3-8 ; *Middle East & African Economist*, New York, February 1975, p. 27.

2. Sources ci-dessus indiquées.

3. Produit Intérieur Brut aux prix courants, en millions de dollars É.-U. en 1974, d'après *International Finan. Stat. Bull.*, December 1974 ; *World Bank Annual Report 1974* ; *National Accounts Statistics 1973*, U.N., New York, 1975 ; *M.I.F. Survey, Bulletins 1975*.

4. Revenu par tête d'habitant, en \$ É.-U., pour 1974 ; données calculées et recueillies d'après *I.M.F. Survey*, February 3, 1975, p. 38.

5/6. Données de 1972. Il est à noter que celles de 1974 dépassent, *grosso modo*, de 3 à 4 fois. À titre d'exemple, les importations de l'Iran étaient, en 1974, plus de 10 milliards de \$ É.-U.

7. Importations constituées en grande partie, des dépenses d'armement.

P.V.D. Pays en voie de développement ; P.Ind. Pays industriels à économie de marché.

B – Caractéristiques structurelles de l'économie du Moyen-Orient

Le Moyen-Orient manque totalement d'homogénéité, essentielle, du point de vue théorique, pour une analyse régionale d'ensemble. Il s'agit, comme l'on pourra remarquer dans le tableau suivant (tableau I) de même que dans la carte I, d'une région composée des parties diverses qui, présentent chacune des caractéristiques différentes.

Région *hétérogène*, plein des *déséquilibres*, souffrant du défaut des *interdépendances* et des *complémentarités*, tels sont les éléments de diagnostic que nous allons utiliser comme toile de fond pour identifier les caractéristiques structurelles de l'économie de cette région.

1 – LE MOYEN-ORIENT, UNE RÉGION HÉTÉROGÈNE ET DÉSEQUILBRÉE

Le manque d'homogénéité et d'équilibre entre les différents pays composant la région, est le premier élément de diagnostic qui découle de l'analyse des données démo-économiques et géographiques ci-dessus présentes.

À l'Est, se trouve l'Iran, le seul pays non arabe – mais musulman –, avec des dimensions démographiques et économiques prépondérantes dans la région : avec une population qui dépasse 40% et son Produit Intérieur Brut (P.I.B.) de l'ordre de 37% du total du Moyen-Orient, enfin par son volume des échanges avec l'extérieur (soit au-dessus de \$30 milliards pour 1974, dont environ \$10 milliards pour les importations), ce pays constitue *la première puissance économique* de la région. Cette position est consolidée par un taux de croissance réelle très important, de l'ordre de 26% en moyenne pour la période couvrant le V^e Plan quinquennal en cours (1973–1978) et plus de 40% pour 1974, de même que par l'évolution exponentielle de son indice de production industrielle, qui atteint 356 en moins de 10 ans (1963–1972)¹⁰. D'où, l'économie iranienne semble être engagée depuis un certain temps dans un *processus d'industrialisation et de développement* ultra-rapide et sans précédent dans la région. Ce processus est amorcé, soulignons-le, dans une économie relativement structurée, mais encore peu diversifiée, dotée des infrastructures (économique, technique, humaine) et des institutions plus ou moins adaptées et en cours d'amélioration sensible. Ainsi amorcé, ce processus, organisé dans le cadre d'une stratégie d'ensemble pour le développement, est accéléré tout récemment par l'adoption d'une *politique sociale* généreuse (enseignement gratuit à tous les niveaux avec la garantie d'emploi par l'État, augmentation rapide des bas revenus, notamment celle du salaire minimum garanti, santé publique élargie, subventions, subsides aux familles pauvres, aide au logement, sécurité sociale en cours de généralisation couvrant toute la population, association des travailleurs au capital des entreprises avec l'aide financière de l'État) et une *stabilisation* stricte des loyers et des prix à base d'une *politique dynamique des revenus*¹¹.

10. *Annuaire statistique des Nations unies 1973*, op. cit., p. 143.

11. I.L.O. *Employment and Income Policies for Iran*, I.L.O., Geneva, 1973.

Au Sud, se trouve l'immense Arabie Saoudite, qui couvre 42% de la superficie totale de la région, pays très peu peuplé (soit 4 habitants au km²), population constituée à 45% des nomades d'origine bédouine qui vivent encore en économie de subsistance ; enfin, pays dont 4/5 de la surface totale est constituée de *désert*, à climat aride, non industriel et non plus tellement agricole, car la part de ces deux secteurs n'est dans le P.I.B. que, respectivement 6% et 5%, mais qui possède une immense richesse pétrolière¹².

En effet, ce pays détient à lui seul près de la moitié des réserves pétrolières du Moyen-Orient, soit un cinquième du total mondial, et en possède une part d'environ 40% dans la production ; enfin, il en est le premier exportateur et le troisième producteur au niveau du monde, venant immédiatement après les États-Unis et l'Union soviétique. Mais, dans l'ensemble régional – et uniquement grâce à son pétrole – l'Arabie Saoudite constitue la *seconde puissance économique* du Moyen-Orient, venant après l'Iran. Le pays manque des infrastructures adéquates, souffre de la rigidité des institutions et des structures sociales non adaptées ; aussi, l'économie souffre de la monoproduction, du dualisme frappant, des déséquilibres multiples, enfin d'une hétérogénéité très grande. Tout cela n'empêche pas, toutefois, qu'il soit considéré depuis un certain temps comme un élément essentiel pour l'équilibre économique et financier, non pas de la région mais de l'Occident pris dans son ensemble.

L'Arabie Saoudite est entourée, au Sud par les deux Yémens : la République arabe du Yémen et la République démocratique et populaire du Yémen ; pays démunis des ressources pétrolières, dépourvus d'activités industrielles, agricoles et commerciales à considérer, et où le niveau de vie des habitants est extrêmement bas (en moyenne en-dessous de \$100, soit un douzième de la moyenne régionale)¹³.

À l'Est de l'Arabie, se situent, au bord du golfe Persique, le Koweït, la Fédération des émirats arabes unis¹⁴ et le Qatar, qui constituent ensemble une minuscule sous-région, relativement homogène. Avec une population équivalant à peine 2% et une superficie d'environ 1% du total régional, ces émirats détiennent, toujours grâce au pétrole, plus de 14% du P.I.B. du Moyen-Orient, jouissant, par voie de conséquence, d'un revenu par tête moyen de \$14 375 – celui de l'Abu Dhabi étant \$40 00 – et donc du plus haut niveau de vie du monde.

12. F. TOMICHE, *L'Arabie Saoudite*, Paris, P.U.F., 1969 ; C. MARTIN dans *Le Monde Diplomatique*, février 1974 ; M. CHATELUS, *Stratégies pour le Moyen-Orient*, Calmann-Lévy, Paris, 1974.

13. S. ATTAR, (EI), *Le sous-développement économique et social du Yémen*, Éd. du Tiers-Monde, Alger, 1964 ; *Yemen Arab Republic : A Peninsula Nation With No Oil, but with Ample Population*, I.M.F. Survey, May 12, 1975, pp. 124–126 ; F. M. LAGMAN, *Democratic Yemen Today*, 1970, Sana, 1972.

14. W. RAAFAT, « The United Arabs Emirates », *Revue égyptienne de Droit international*, 1973, pp. 1–26 ; *United Arab Emirates, Aided by Oil Income*, I.M.F. Survey, August 11, 1975, pp. 238–242.

Ici, le secteur agricole est pratiquement inexistant ; de multiples projets industriels, concernant l'électrification, la désalination des eaux, la raffinerie, la pétrochimie et autres sont en cours de réalisation. Mais, en attendant, l'économie se résume, en fait, à l'extraction pétrolière, la part de ce secteur dans la formation du P.I.B. étant de 95,8% (le cas koweïtien) à 99% (le cas du Qatar). Le cas du Bahreïn, situé dans la même sous-région, est quelque peu différent : le pétrole ne représente ici que 92% du P.I.B., le reste provenant d'un secteur commercial et d'une industrie embryonnaire déjà existants.

L'Irak, situé au Nord de la région, possède aussi ses caractéristiques propres : outre le pétrole, qui couvre 70,3% du P.I.B., l'économie du pays est fondée sur une agriculture mieux structurée et une industrie naissante. En effet, le secteur agricole participe ici plus qu'ailleurs au Moyen-Orient, soit à raison de 18,7% dans la formation du P.I.B., la part de l'industrie (non compris le pétrole) étant environ 10%¹⁵. Sur le plan régional, ce pays constitue, avec une population équivalant à 13,5% du total et son P.I.B. égal à 9% de l'ensemble, la *troisième puissance économique* du Moyen-Orient.

La Jordanie¹⁶, pays le plus pauvre de la région après les deux Yémens, pays sans industrie et qui vit des activités agricoles et de l'aide extérieure.

Israël, qui fait l'objet d'un blocus économique par ses voisins et ceci depuis sa naissance, garde son *caractère insulaire* dans la région. Économiquement parlant, ce pays reste, en fait, totalement étranger par rapport au Moyen-Orient¹⁷.

Quant au Liban et à la Syrie, ils constituent ensemble encore une autre sous-région, ayant peu de caractéristiques communes avec le reste de la région. Au Liban, c'est plutôt l'activité commerciale et financière qui prédomine dans l'économie¹⁸, sans toutefois que l'impact de l'agriculture soit moins important. En effet, le climat est ici plus favorable qu'ailleurs au Moyen-Orient aux activités agricoles, où 18,5% de la population active et occupée produisent 9,8% du P.I.B. Les infrastructures étant déjà relativement solides, les structures économiques et sociales de même que les institutions adaptées, le développement se trouve bien amorcé. En Syrie¹⁹ la situation est semblable à celle qui vient d'être

15. *Études des problèmes que pose le développement dans certains pays du Moyen-Orient*, 1972, Nations unies, New York, 1973 ; M. CHATELUS, *Stratégies pour le Moyen-Orient*, *op. cit.*, p. 113.

16. A.-M. GOICHON, *Jordanie réelle*, Paris, Desclée de Brouwer, 1971, 2 vol.

17. A. GASCULE, « Problèmes économiques d'Israël », *Perspectives* (Paris), n° du 28 février 1975 ; « L'avenir économique d'Israël le Moyen-Orient », *Esprit*, n° spécial, septembre 1966.

18. E. GANNAGÉ, *Croissance économique et structures au Moyen-Orient*, Éd. Génin, Paris, 1958 ; ONU, *Étude des problèmes que pose le développement dans certains pays du Moyen-Orient*, 1969-72, ONU, New York, Beyrouth.

19. « La Syrie en construction », *Le Monde Diplomatique*, mars 1973 ; ONU, *Étude des problèmes que pose le développement...*, *op. cit.*

décrite, avec toutefois la prédominance de l'agriculture quant aux secteurs d'activité. Autrement, les caractéristiques structurelles restent, dans l'un et l'autre cas, quasi identiques ; l'obstacle principal du développement économique y demeurant, par contraste à la plupart des pays du Moyen-Orient, le manque du capital.

Au total, notamment sur le plan économique, le Moyen-Orient *manque d'homogénéité* et *souffre des déséquilibres* ; enfin, il est plein d'*obstacles* et de facteurs de *blocage* quant à son développement accéléré et harmonieux. Ce qui explique sa grande *vulnérabilité*, conditionne son étroite *dépendance* vis-à-vis de l'extérieur, et finalement entrave son développement économique interne.

2 - DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION À L'ÉGARD DE L'EXTÉRIEUR

Le manque des interdépendances économiques considérables entre les différentes parties de la région, donc sa *dépendance* étroite à l'égard de l'extérieur, constituent d'autres traits caractéristiques, de nature structurelle du Moyen-Orient.

En effet, ce défaut d'interdépendances apparaît chaque fois que l'on veut analyser les mouvements des marchandises, des capitaux et des hommes, bref des flux de toutes sortes entre les divers pays de la région. Les données qui suivent (tableau II), font apparaître, clairement, ce défaut, décelé à partir des échanges intrarégionaux de marchandises, pris dans l'ensemble des échanges du Moyen-Orient.

L'examen des données ainsi réunies conduit aux résultats suivants :

- dans l'ensemble, la part des échanges intrarégionaux n'intervient qu'à raison de 5,2% dans le total des échanges économiques du Moyen-Orient et reste donc extrêmement faible ;

- le caractère insulaire et donc l'extériorité de l'économie israélienne dans la région se constate, notamment à partir de ses importations du reste de la région, et ceci est très frappant quand on se rappelle que peu avant la création d'Israël la part du Moyen-Orient dans les exportations de la Palestine dépassait 55%²⁰ ;

- les liens économiques sont extrêmement faibles entre les pays producteurs de pétrole, tels que : Bahreïn, la Fédération des émirats arabes unis et Qatar, quant aux exportations, et indépendance quasi totale de tous ces pays, l'Arabie Saoudite en tête, et ce qui concerne leurs importations.

Toutefois, une certaine volonté d'intégration économique se manifeste depuis quelque temps dans la région, notamment au sein du Marché commun

20. S. ZARHI, « L'avenir économique d'Israël dans le Moyen-Orient », *Esprit*, septembre 1966, *op. cit.*

arabe. Institué en 1957, par imitation du Marché commun européen, celui-ci est entré effectivement en vigueur, dès 1964, avec l'objectif fondamental de « réaliser l'intégration économique totale des pays membres » (actuellement : Irak, Jordanie, Koweït, Syrie, R. A. du Yémen, ainsi que l'Égypte et le Soudan). Prévus au départ pour une période de 7 ans (1964-1971) suivant un calendrier clairement établi, cette intégration serait effective en passant par l'instauration préalable d'une zone de libre-échange. Dans le cadre de ce marché, relativement vaste, les échanges sont, en effet, en nette expansion, passant de 2% à plus de 7% en moins de 5 ans (1965-1969) ²¹. Mais, l'obstacle essentiel, qui entrave l'accélération de l'intégration prévue, réside dans la rareté des éléments de complémentarité et donc les limites étroites des échanges entre les différentes économies. Le tableau III suivant qui réunit les principaux produits entrant dans le circuit du commerce bilatéral des pays en question, fait apparaître nettement cette structure.

TABLEAU II
LA PART DES ÉCHANGES INTRARÉGIONAUX
DANS L'ENSEMBLE DES ÉCHANGES DU MOYEN-ORIENT ¹

Données Pays	Importations Exportations (en millions de \$ É.-U.)		Part des échanges intrarégionaux en % dans les dans les importations exportations	
	Arabie Saoudite	1 893	7 616	3,9
Bahreïn	232	248	1,2	0,6
Féd. E.A.U.	784	1 510	1,1	0,5
Irak	899	2 294	3,6	2,9
Iran	3 442	6 966	1,3	0,7
Israël	2 931	645	0,0	0,4
Jordanie	335	59	8,5	32,2
Koweït	1 042	3 790	3,5	0,8
Liban	1 483	645	10,3	21,3
Oman	149	341	5,1	2,1
Qatar	170	447	1,1	0,5
Syrie	595	339	10,8	9,9
R.A.Yémen	125	8	5,0	4,3
R.D.P.Yémen	170	121	3,3	4,8
Total Moyen-Orient	14 249	25 079		
Moyenne			5,2	

1. Données de 1972. Cf. : Tableau I, *supra* ; aussi : *Middle East & African Economist*, n° 2/February 1975, p. 2 ; *Handbook of International Trade and Development Statistics*, U.N.C.T.A.D., Geneva, 1972 ; « Le Marché commun arabe », dans *Étude des problèmes que pose le développement dans certains pays du Moyen-Orient, 1972, op. cit.*, pp. 1-121 ; données obtenues aussi auprès du Bureau économique et social des Nations unies à Beyrouth.

21. ONU, *Étude des problèmes que pose le développement dans certains pays du Moyen-Orient, 1972, op. cit.*, p. 3.

TABLEAU III
CIRCUIT DU COMMERCE BILATÉRAL DES PAYS DU MOYEN-ORIENT¹

<i>En provenance de (Achats)</i>	<i>Irak</i>	<i>Jordanie</i>	<i>Syrie</i>	<i>Égypte</i>	<i>Commerce intérieur</i>
<i>Pays de provenance (Ventes)</i>					
Irak	—	Orges Blé Dattes	Pétrole brut Gaz liquide Dattes	Laine Asphalte Margarine	Pétrole brut Laine Gaz liquide
Jordanie	Tomates Cigarettes Bananes	—	Tomates Argumes Aubergines	Tissus Savon	Tomates Argumes Bananes
Syrie	Tissus synthétiques Tomates Tissus de coton	Agneaux Chèvres Tissus	—	Lentilles Laine Filés de coton	Agneaux Chèvres Lentilles Fibres synthétiques
Égypte	Tissus de coton Filés de coton Produits de pharmacie	Riz Tissus de coton Pommes de terre	Riz Filés de coton Ciment	—	Tissus de coton Riz Filés de coton
Marché commun arabe	Tissus de coton Légumes Tissus synthétiques	Agneaux Chèvres Tissus de coton Tissus synthétiques	Pétrole brut Légumes Riz	Laine Lentilles Asphalte	Pétrole brut Tissus de coton Agneaux Chèvres

1. Adapté d'après *Étude des problèmes que pose le développement dans certains pays du Moyen-Orient, op. cit. p. 12.*

Ainsi, les échanges se font, dans l'ensemble, à partir d'un nombre limité des produits, provenant, généralement, du secteur primaire (produits agricoles, d'élevage, pétrole brut) et du textile. C'est ainsi, par exemple, que la Jordanie n'a à offrir qu'une quantité de produits agricoles (agrumes, bananes et tomates), en contrepartie des produits de la même nature et du tissu qu'elle reçoit des autres pays de la région. Cela explique, clairement, la *dépendance* inévitablement grande de cette région à l'égard de l'extérieur. Cette dépendance va de 6% (Jordanie, à base des importations) à 100% (exemple : Israël).

Pour compléter cette analyse, nous allons situer aussi le Moyen-Orient dans l'ensemble du réseau des échanges interrégionaux du monde. Le schéma des interdépendances qui en découle se trouve reproduit dans le tableau qui suit (tableau IV).

TABLEAU IV
 INTERDÉPENDANCES ENTRE LES GRANDS ENSEMBLES ÉCONOMIQUES DU
 MONDE, PRIS À TRAVERS LE RÉSEAU DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ¹

Importations de provenance de		Monde											
Exportations à destination de		En valeur	En %	CEE	G.-B.	Canada	É.-U.	Japon	Afrique	Amérique latine	Moyen- Orient	Europe de l'Est	URSS
Monde	En valeur en %	410 760	100	115 510 28,3	25 710 6,3	17 630 4,3	53 510 13,0	19 770 4,8	15 050 3,7	22 950 5,6	14 249 3,5	37 850 9,7	15 450 3,8
CEE		123 580									2 880		
			30,1								20,2		
Grande-Bretagne		24 340									1 370		
			5,9								9,6		
Canada		19 700									73		
			4,8								0,5		
États-Unis		48 970									1 630		
			11,9								11,4		
Japon		28 650									1 030		
			7,0								7,2		
Afrique		14 250									135		
			3,5								0,9		
Amérique latine		19 760									65		
			4,8								0,4		
Moyen-Orient		25 079		6 630	1 690	160	550	2 850	540	335	1 060	290	150
			6,1	39,1	10,0	0,9	3,5	16,9	3,2	2,0	4,2/6,2	1,2	0,6
Europe de l'Est		24 200									1 020		
			5,9								7,1		
URSS		15 360									490		
			3,8								3,4		

1. Données de 1972, en millions de \$ É.-U. ; *Handbook of International Trade and Development Statistics*, op. cit. ; *Annuaire Statistique des Nations unies*, 1973, op. cit., pp. 402-412.

Ainsi donc, cette région se trouve étroitement dépendante de l'extérieur : le Marché commun européen, pris dans son cadre ancien, détient 20,2% (et plus de 30% si l'on considérait aussi la Grande-Bretagne) des importations et environ la moitié des exportations du Moyen-Orient. Les États-Unis, viennent en seconde position pour les importations et le Japon quant aux exportations ; le Japon et l'ensemble des pays de l'Est ont chacun une part de 7% dans les importations. Pour résumer, nous avons réuni, ci-dessous (tableau V), les éléments permettant représenter la structure détaillée de la dépendance de chaque pays de la région à l'égard des autres pays, d'après leurs importations.

TABLEAU V

*STRUCTURE DE DÉPENDANCE DES PAYS DU MOYEN-ORIENT À L'ÉGARD
DES AUTRES PAYS, D'APRÈS LEURS IMPORTATIONS*

(EN MILLIONS DE \$ É.-U. - 1972) *

<i>Importations de</i>	<i>É.-U.</i>	<i>Canada</i>	<i>RFA</i>	<i>France</i>	<i>G.-B.</i>	<i>Italie</i>	<i>Japon</i>	<i>Total général</i>
<i>Exportations de</i>								
Arabie Saoudite	312,2	6,7	77,5	50,7	113,0	53,7	191,2	1 893
Bahreïn	26,0	0,4	6,1	5,9	48,9	5,0	29,1	232
É.A.U.	69,9	0,6	11,8	5,1	38,3	4,1	29,8	784
Irak	22,9	3,6	28,8	73,6	28,2	8,0	27,8	898
Iran	487,3	36,8	731,9	179,7	351,2	144,9	548,1	3 442
Jordanie	65,1	0,4	20,2	80,0	113,0	53,7	19,7	335
Koweït	108,1	2,8	52,7	37,8	78,3	36,6	93,8	1 042
Liban	128,6	13,8	93,1	116,4	88,9	91,4	71,2	1 483
Oman	6,3	—	4,0	7,4	43,0	6,3	9,7	149
Qatar	13,3	0,2	6,5	9,2	31,9	3,4	12,1	170
Syrie	19,7	7,8	39,7	10,0	9,5	44,9	35,1	595
R.A. du Yémen	2,7	—	7,1	4,1	7,4	4,0	7,7	125
R.D.P. du Yémen	0,9	—	3,5	0,7	10,7	—	17,8	170

* Adapté d'après l'*Annuaire statistique des Nations unies* ; OPEC Bulletins ; *Neue Zürcher Zeitung* (Suisse), 21-27 avril 1974.

Et pour faciliter la comparaison, nous avons calculé, d'après les données ci-dessus indiquées, *la part relative* des pays en question dans les importations de chaque pays du Moyen-Orient. Le tableau VI qui suit réunit ces éléments.

TABLEAU VI
LA PART RELATIVE DE CHACUN DES GRANDS PAYS DANS LES
IMPORTATIONS DES PAYS DU MOYEN-ORIENT

<i>Exportations de</i>								
	<i>É.-U.</i>	<i>Canada</i>	<i>RFA</i>	<i>France</i>	<i>G.-B.</i>	<i>Italie</i>	<i>Japon</i>	<i>Total</i>
<i>Importations de</i>								
Arabie Saoudite	16,50	0,28	4,10	2,70	6,00	2,80	10,10	100
Bahreïn	11,20	0,08	2,70	2,50	21,10	2,20	12,50	100
É.A.U.	8,80	0,07	1,50	0,60	4,90	0,50	3,80	100
Irak	2,60	0,40	3,20	8,20	3,10	0,90	3,1	100
Iran	14,20	1,10	21,30	5,20	10,20	4,30	16,2	100
Jordanie	19,40	0,10	5,00	23,90	33,70	16,00	5,90	100
Koweït	10,30	0,20	5,00	3,60	7,60	3,50	15,20	100
Liban	8,70	0,09	5,30	7,80	6,00	6,20	4,80	100
Oman	4,30	—	2,70	7,80	28,90	4,20	6,50	100
Qatar	7,80	0,10	3,80	5,40	18,80	2,00	7,10	100
Syrie	3,30	1,30	6,70	1,70	1,20	7,50	5,90	100
R.A. du Yémen	2,20	—	5,70	3,30	5,90	3,20	5,50	100
R.D.P. du Yémen	0,50	—	2,00	0,30	6,30	—	10,30	100

Il en découle que :

— *la Grande-Bretagne continue à dominer*, par ses ventes, le Bahreïn, la Jordanie, l'Oman, le Qatar ainsi que la R. A. du Yémen ;

— *les États-Unis dominent de loin l'Arabie Saoudite*, la Fédération des émirats arabes unis, et conservent une position de second rang en Jordanie, Koweït et Qatar ;

— *le Koweït ainsi que la République démocratique populaire du Yémen, sont dominés* par le Japon, ce dernier ayant une position de second rang en Arabie Saoudite, au Bahreïn, en Iran, au Qatar et dans certains autres pays de la région ;

— *l'Allemagne fédérale domine l'Iran*, suivie du Japon, des États-Unis et de la Grande-Bretagne ;

– la France détient une position considérable dans les importations de la Jordanie, du Liban, de même que dans celles de l'Irak et de l'Oman ;

– l'Italie possède une place non moins importante dans les importations de la Jordanie, du Liban et de la Syrie ;

– l'U.R.S.S., – dont les données ne figurent pas dans le tableau – vient en tête pour les fournitures de la Syrie et assure une grande partie des besoins de l'Irak ;

– enfin, les relations économiques du Canada avec les pays de cette région restent extrêmement faibles, sauf dans une certaine mesure, avec l'Iran.

Ainsi constatés l'hétérogénéité, les déséquilibres, le manque des interdépendances et des complémentarités dans la région, sa dépendance étroite à l'égard des autres régions, on ne doit guère s'étonner, dans ces conditions, de la grande *vulnérabilité* à laquelle est naturellement soumise l'économie du Moyen-Orient. Mais, pour compléter ces éléments de diagnostic et afin d'avoir une idée plus précise de cette vulnérabilité, on devrait connaître l'impact exact du pétrole dans l'économie des pays en question.

C – Impact du pétrole dans l'économie du Moyen-Orient

L'économie du Moyen-Orient est, en fait, dissociable du pétrole. Dans 8 pays sur 14 pris en considération, la vie économique est essentiellement soumise à l'extraction et l'exportation du pétrole : la production, le revenu, la formation du capital, la balance des paiements, enfin l'industrialisation et le développement de l'économie *en dépendent directement* et parfois même d'une façon exclusive ; et l'évolution de la conjoncture économique dans les autres pays de la région, excepté toutefois Israël, en dépend autant quoique parfois *indirectement*.

L'impact du pétrole de Moyen-Orient est extrêmement important, et ceci aussi bien sur le plan régional que dans l'ensemble de l'économie mondiale. Ce n'est, en fait, que grâce à son pétrole que le Moyen-Orient fut depuis quelque temps un enjeu à la fois *économique, financier et politique* du premier plan²².

Sur le plan régional, nous pouvons mesurer la poids colossal du pétrole, en considérant la part de ce dernier dans la formation des grands agrégats économiques, tels que – le P.I.B., le revenu, la formation brute du capital, l'emploi, la balance des paiements, pris au niveau régional, ou sur le plan national de chaque pays. Dans le tableau VII, nous avons essayé de réunir, dans la mesure de possible, les éléments qui permettraient d'obtenir cette mesure.

22. M. CHATELUS *Stratégies pour le Moyen-Orient, op. cit.* ; J.-M. CHEVALIER, *Le nouvel enjeu pétrolier*, Paris, Calmann-Lévy, 1973 ; G. GHOZALI, et N. SARKIS, *Pétrole et développement économique du Moyen-Orient*, Paris, Mouton, 1968 ; S. H. LONGRIGG, *Oil in the Middle East*, London, Oxford University Press, (ed.) 1968 ; SARKIS, « Pétrole et développement économique dans les pays arabes », dans *Études Internationales*, n° 4/1971, pp. 562–575.

TABLEAU VII
POIDS DU PÉTROLE DANS L'ÉCONOMIE DES PAYS DU MOYEN-ORIENT

Données Pays	(1)	(2)	(3)	(4)		(5)
	P.I.B.	Production de pétrole (en 1000 tonnes métr.)	Revenu pétroliers (en millions de \$ É.-U.)	Part des revenus pétr. dans : le P.I.B. les Export.		Part du secteur pétrolier dans l'emploi total
Arabie Saoudite	28 620	412 000	26 500	92,6	99,0	0,7
Bahreïn	255	3 400	204	80,1	92,0	2,4
É.A.U.	4 600	80 200	4 400	95,7	99,0	3,6
Irak	9 672	95 000	6 800	70,3	94,3	0,4
Iran	40 320	301 000	19 400	42,5	88,2	0,6
Koweït	7 769	112 000	7 000	90,1	95,8	3,9
Oman	905	14 200	852	94,1	95,0	0,8
	1 850	24 700	1 600	86,5	99,7	3,2
Total/Moyenne	110 013	1 055 400	66 766	83,0	95,5	1,9

1. Tableau I, *supra*.

2. *The Petroleum Economist*, January 1975, p. 7.

3. *The Petroleum Economist*, March 1975, p. 6; *I.M.F. Survey*, February 3, 1975, p. 38.

4/5. Calculs effectués à partir des éléments du T.I. et du présent tableau; de même que MONTAZER-ZOHOUR, *L'Organisation des pays exportateurs de pétrole, Notes et études documentaires, op. cit.*; ONU, *Étude des problèmes que pose le développement dans certains pays du Moyen-Orient, 1972, op. cit.*

Comme on pourra constater, dans l'ensemble, que la part du pétrole dans le P.I.B. régional est de 83% et dans les exportations plus de 95%. Mais ce secteur ne contribue qu'à raison de 1,9% à l'emploi total de la région. Concernant les pays considérés, la structure est sensiblement identique, sauf en ce qui concerne l'Iran dans une certaine mesure. Ainsi, alors que la part des revenus pétroliers constitue plus de 90% du P.I.B. en Arabie Saoudite, dans la Fédération des émirats arabes unis, au Koweït et Oman, il n'en est pas tellement différents dans les autres pays de la région, sauf l'Iran où cette part n'est que de 42,5% et en Irak, qui est de 70,3%. Et partout, excepté l'Iran dans une certaine mesure, le pétrole constitue la quasi-totalité des exportations, allant en effet de 99% (Arabie Saoudite, la F.E.A.U. et le Qatar) jusqu'à 92% (Bahreïn).

Quant au plan mondial, le Moyen-Orient assure environ 40% de la production pétrolière totale et en possède 57% des réserves, ce qui permettrait à cette région de garantir l'approvisionnement du monde libre en cette matière durant presque 50 ans. Mais le fait qui frappe le plus l'observateur est que la

capacité de raffinage de la région ne représente, dans l'ensemble, que 4,3% du total mondial. Aussi, nous avons déjà fait remarquer que l'emploi créé par le secteur pétrolier est, en principe, extrêmement faible : allant de 0,4% (Irak) à 3,9% (Koweït), soit en moyenne moins de 2% de l'emploi régional. Ceci est d'une extrême importance pour comprendre *l'apposition du capitalisme pétrolier à l'économie du Moyen-Orient*, et donc pour l'analyse de l'impact des revenus pétroliers sur le développement économique de cette région.

II – L'ANALYSE DE L'IMPACT DES REVENUS PÉTROLIERS SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES PAYS DU MOYEN-ORIENT

L'analyse qui précède, conduit à mieux comprendre celle de l'impact des revenus pétroliers sur le développement économique des pays du Moyen-Orient, sa nature, ses limites, ainsi que les conditions requises pour son efficacité plus grandes.

Dans l'ensemble, l'on ne devrait pas s'attendre, sauf dans une certaine mesure en Iran et quelque peu en Irak, à un impact spectaculaire à l'intérieur de la région ; les *obstacles structurels*, les *blocages* et les *goulots d'étranglement* limitant fortement les possibilités d'absorption des économies locales du Moyen-Orient, freinant par conséquent leur développement.

A – L'impact des revenus pétroliers sur l'économie du Moyen-Orient

Pour mener à bien cette analyse, il convient de conserver la distinction faite entre les pays producteurs de pétrole et ceux dépourvus de cette production dans le région.

Alors que les premiers ont bénéficié *directement*, – et dans des limites que nous allons spécifier – d'un certain *effet d'entraînement* et de *développement* de ces revenus, les autres pays du Moyen-Orient n'en ont profité qu'*indirectement* – dans le cadre d'une *coopération régionale* fondée sur la *solidarité* du monde musulman.

1 – L'IMPACT DIRECT DES REVENUS PÉTROLIERS SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES PAYS PRODUCTEURS DE PÉTROLE AU MOYEN-ORIENT

La plupart des pays producteurs de pétrole de la région paraissent décidés à investir au maximum les revenus pétroliers dans leurs propres économies de manière à réaliser leur *industrialisation*, « *décollage* » et *développement économique*, avant l'épuisement de leurs gisements. Il s'agirait pour eux de créer les *infrastructures* (construction des routes, chemin de fer, ports, aéroports, barrages, écoles et universités, hôpitaux, transports, centres urbains dotés des services et équipements adéquats, etc.) aussi développées que possibles, et de mettre sur pied une *industrie diversifiée* et fondée plus particulièrement sur l'énergie (pétro-

chimie, raffineries, sidérurgie, automobiles, arts ménagers, etc.). Certains d'entre eux, visent de *développer le secteur agricole*, et encore atteindre l'industrialisation et le développement économique du pays à partir du secteur pétrolier.

L'Iran semble être ici encore en tête par ses réalisations. Dès le départ, ce pays adopta, pour le développement de son économie, une politique à long terme, fondée sur une *planification* du type indicatif. Le premier Plan septennal (1949–1956), et dont l'objectif essentiel fut la consolidation de sa propre organisation et l'amélioration de l'état de quelques entreprises publiques existantes, devait être financé, principalement par les revenus pétroliers ; 37,1% des recettes issues du pétrole furent alloués pour financer les dépenses de ce Plan, évaluées à \$800 millions É.-U. Le second Plan (1956–1962), mis en œuvre après avoir passé la crise de nationalisation des gisements²³ et la reprise des activités pétrolières par un consortium international²⁴, d'un montant des dépenses d'investissements de l'ordre de \$1 200 millions É.-U. et visant la création des structures solides dans l'agriculture, l'industrie et les transports, fut aussi financé par les revenus pétroliers. La part de ce plan dans l'allocation des revenus pétroliers passa de 37,1% à 58%, ce qui a permis d'augmenter le P.I.B. de quelque 26,3%. Les plans suivants, au cours desquels le taux de croissance fut d'un rythme toujours plus accentué, et « le décollage » et le développement économiques assurés, ont été davantage appuyés sur les recettes pétrolières : de 58% au départ, la part du second Plan dans l'allocation de ces revenus s'éleva, régulièrement, de 5% par an, pour atteindre 80% au cours de la dernière année du troisième Plan. Avec ce Plan (1962–1966), d'un montant des dépenses d'investissement de \$4 500 millions É.-U. et dont l'exécution coïncida avec la mise en œuvre des réformes fondamentales²⁵ (réforme agraire, nationalisation des ressources naturelles, constitution de « l'armée du savoir et de l'hygiène », réforme administrative et de l'enseignement, participation des travailleurs aux bénéfices – puis au capital social – des entreprises, etc.), ce pays créa l'infrastructure économique ainsi que les industries de base, telles que sidérurgie, construction de machines, pétrochimie, etc. Dans l'ensemble, ce Plan a permis une croissance globale de 44%, soit en moyenne 8,8% par an, le P.I.B. passant de \$4 350 millions à \$6 280 millions É.-U. Une fois l'infrastructure créée et les bases d'une industrialisation établies, l'économie iranienne s'apprêta, au cours du quatrième Plan, au « décollage » et au développement. Ce Plan (1967–1972)²⁶, basé sur la priorité accor-

23. *Documents concernant l'affaire du pétrole iranien*, dans *Notes et études documentaires*, n° 1/532 du 22 septembre 1951 et le n° 1/594 du 7 septembre 1952.

24. A. AJDARI, « Analyse économique de l'accord relatif au pétrole iranien », dans *Études & Conjonctures*, septembre 1955, pp. 775–797 ; Ch. AMIRALAI, *Les régimes politiques et le Consortium du pétrole iranien*, Aix-en-Provence, Éd. La Pensée Universitaire, 1963.

25. F. BEMONT, *L'Iran devant le progrès*, op. cit. ; J.-R. DEVILLE, « Réforme agraire en Iran », *Orient*, n° 4/1963, pp. 37–56 ; M. ESLAMI, « L'Iran : croissance et restructuration de l'économie, indépendance et développement », dans *Économie appliquée*, n° 4/1971, pp. 717–746 ; J.-H. HOBBS, « Land Reform in Iran, A Resolution from Above », dans *Orbis*, n° 2/1963, pp. 617–630.

26. *Outline of the Fourth Plan (1968–1972)*, Teheran, Organisation of Plan, 1968.

dée à l'industrie (26% des dépenses), communications et transports (24% des dépenses), services sociaux (21% des dépenses), d'un montant total des dépenses d'environ \$11 milliards É.-U., devait assurer une croissance globale de 56,5% soit en moyenne 11,1% par an, le P.I.B. passant de \$6,28 milliards à environ \$10 milliards. Enfin, le cinquième Plan de développement (1973-1978), tel qu'il se présente après révision, prévoit des dépenses d'investissement de l'ordre de \$70 milliards, soit quatre fois plus que l'ensemble des dépenses des quatre autres plans exécutés depuis 25 ans, a adopté comme objectif la réalisation d'un taux de croissance – aux prix constants – de 26% par an, et partant assurer à l'Iran un niveau de vie et de prospérité comparable à ceux des nations industrialisées de l'Occident²⁷.

D'ici 10 ans, le P.I.B. de ce pays atteindrait quelque \$180 milliards É.-U. – actuellement il est de l'ordre de \$40,32 milliards –, le revenu par habitant passerait à \$4 000, le volume des importations atteindrait \$40 milliards, la capacité des ports 80 millions de tonnes, la production sidérurgique s'élèverait à 20 millions de tonnes, la production de voitures dépasserait d'un million d'unités, celle de produits pétrochimiques équivaldrait à \$7 milliards ; grâce auxquels l'Iran se rangerait parmi les pays prospères du monde. Ainsi, dans ce pays, le rôle des revenus pétroliers est déterminant²⁸, et les *effets d'entraînement et de développement*, notamment ces derniers temps, étant fort importants.

Grâce aux revenus pétroliers, l'économie irakienne offre des perspectives de développement non moins brillantes. Notamment, depuis 1958, date de changement du régime et qui restera comme la date charnière dans l'histoire économique et institutionnelle de l'Irak, l'économie de ce pays a traversé en quelque sorte une période de transition et d'adaptation et se trouve, actuellement, prête au « démarrage », à dépasser au cours du prochain Plan quinquennal (1976-1980) où il est question des dépenses d'investissement très importantes dont \$10 milliards É.-U. pour le seul secteur agricole²⁹. Mais, il convient de noter que la production irakienne, après avoir connu une période d'essor durant la crise de nationalisation en Iran, fut, notamment après 1958, fortement freinée ; et partant, les revenus pétroliers du pays ont été diminués : alors que la production de l'Irak représentait en 1958 environ un tiers de la production totale du Moyen-Orient, elle n'était en 1972 qu'à peine 8% ; de la même manière, les revenus issus du pétrole tombaient en flèche, soit 21% du total régional en 1958 et 7% seulement 15 ans plus tard.

Malgré cela, l'économie irakienne a franchi le cap. Et à l'aide de ses revenus pétroliers, plus que quadruplés depuis deux ans, l'Irak se prépare, actuellement,

27. A.-A. HOVEYDA, « Remarques à la session inaugurale du Colloque économique Iran-Europe », *Relations Internationales*, *op. cit.*

28. M.-A. MOLAVI, « Le rôle du pétrole dans le développement économique de l'Iran », dans *Revue de la Société d'études et d'expansion* (Belgique), octobre 1973, pp. 625-636.

29. *Middle East Economic Survey* (Beirut), n° 13, 17 janvier 1975.

au « décollage », à dépasser au cours de son Plan quinquennal bientôt mis en exécution, pour atteindre enfin le stade de développement³⁰.

Pour les mêmes raisons, l'*Arabie Saoudite* se trouve aussi au seuil d'une ère d'industrialisation et de « démarrage » de grande envergure. Notamment, à l'heure actuelle, un immense effort se déploie en vue de préparer l'économie saoudienne pour le développement. Mais, pour ce faire, l'Arabie Saoudite n'a adopté que tardivement la *planification* de son développement. Le premier Plan (1970-1975), d'un montant d'environ \$12 milliards É.-U. a visé les objectifs suivants : diversifier l'économie, favoriser le développement d'une infrastructure industrielle axée sur la pétrochimie et l'exploitation des ressources minérales, promouvoir une industrie locale intégrée, assurer le développement équilibré des différentes régions et, par là, amoindrir l'écart existant entre citadins privilégiés et population rurale à faible revenu³¹. Les dépenses prioritaires (communications, santé et éducation) constituent plus de la moitié des dépenses totales du Plan. *Pétromine* (organisme pétrolier et minier d'État) constitue l'instrument principal de la politique d'industrialisation du pays, menée dans un cadre régionalisé. Des projets de très grande envergure, portant notamment sur l'infrastructure économique et social (barrages, réseau routier moderne, ports, électrification, équipements et services urbains, éducation, santé publique, etc.) et l'industrialisation sont en cours. Ce plan, révisé à l'issue des augmentations substantielles des revenus pétroliers, en 1973-74, prévoit le décuplement du nombre des diplômés, le triplement des lignes de téléphones, l'extension rapide des services d'hygiène et de santé, etc. La réalisation des projets industriels, tels que le complexe sidérurgique pour le golfe Persique (avec un coût de 1 milliard de dollars américains, capacité de 3 millions de tonnes par an et prévu à atteindre jusqu'à 15 millions de tonnes), le chantier naval et le nouveau complexe portuaire de Jubil qui lui sont adjoints (coûtant plus de 1 milliard de dollars), projets de raffinage pétrolier et de production pétrochimique (coût : \$3 milliards), projets semblables dans le domaine des communications, routes, adduction d'eau potable, projets hydrauliques (coût : plus de \$1 milliard) et subventions s'élevant jusqu'à 45% du coût du matériel agricole, enfin les programmes de même envergure portant sur l'enseignement, le logement, l'hygiène et la santé publique, permettraient de préparer l'économie saoudienne à un « démarrage » accéléré. Le second Plan (1975-1980), mis en exécution récemment, et d'un montant des dépenses d'investissement équivalant à quatre fois plus grand que le précédent, soit \$49 milliards É.-U., conduirait l'économie de ce pays vers une industrialisation intensive et un développement accentué.

Libre de toute contrainte financière, l'Arabie Saoudite, comme du reste la plupart des pays producteurs de pétrole au Moyen-Orient, n'en sont pas autant devant d'autres *contraintes*, notamment celles d'ordre *naturel*, *technique* et plus

30. *Le Monde diplomatique*, juillet 1973.

31. *Financial Times* du 10 juin 1974 ; « Le marché de l'Arabie Saoudite », *Revue des Actualités du Commerce extérieur* (Paris), n° 97 juillet 1974.

particulièrement *humain*. C'est ainsi que ce pays se trouvera obligé, pour longtemps encore, de faire appel aux services de l'*immigration* de toutes nationalités (Américains, Européens, Indiens, Pakistanais, Palestiniens, Soudanais, Yéménites, etc.) et de toute nature, pour pouvoir réaliser ses projets d'industrialisation. L'Iran en fait autant, notamment pour mener à bien, à l'aide des médecins indiens et des ouvriers qualifiés de Corée et des Philippines, ses programmes de santé publique et ses projets industriels. Il en est de même, *a fortiori*, dans la Fédération des émirats arabes unis, Koweït et Qatar, où la main-d'œuvre étrangère est en majorité.

D'où, il se pose le problème des *limites aux possibilités d'absorption des revenus pétroliers* à l'intérieur de ces pays, préoccupation de ménager les réserves financières en accroissement continu pour certains gouvernements du Moyen-Orient, coopération en vue d'aider les pays dits « frères » et « amis » pour leur développement économique, enfin la recherche des conditions adéquates pour un développement interne et équilibré de l'économie du Moyen-Orient, prise dans son ensemble. Mais avant d'aborder ces problèmes, il convient de continuer l'analyse de l'impact des revenus pétroliers sur le développement économique des autres pays producteurs. Concernant les pays producteurs de pétrole, autres que ceux dont nous venons d'examiner l'état d'économie sous l'influence de leurs revenus pétroliers, *l'impact* reste, pour les raisons ci-dessus mentionnées, et dans l'ensemble, *limité*. Le tableau VIII qui suit, réunit les élé-

TABLEAU VIII
REVENUS ET DÉPENSES DES PAYS PRODUCTEURS DE PÉTROLE
DU MOYEN-ORIENT *

Données Pays	(1) Total P.I.B.	Revenus (en millions de \$ É.-U.)			Dépenses (en millions de \$ É.-U.)			% dépenses de développement/ revenus pétroliers
		(2) pétroliers	(3) non pétroliers	% 3/1	Totales	Ordinares	Développement	
A.S.	28 620	26 500	2 120	7,4	10 885	4 300	6 585	24,8
Bahreïn	255	204	51	19,9	250	100	150	73,1
F.E.A.U.	4 600	4 400	200	4,3	750	275	475	10,8
Irak	9 672	6 800	2 872	29,7	6 099	2 221	3 812	56,1
Iran	40 320	19 400	20 920	57,5	25 474	11 574	14 100	72,7
Koweït	7 769	7 000	769	9,9	1 520	1 132	1 388	19,8
Oman	905	852	53	5,9	581	272	309	36,3
Qatar	1 850	1 600	250	13,5	400	300	100	6,2
Total	93 991	66 756	27 235	28,9	45 959	20 174	25 785	38,6

* Tableau adapté, d'après les données du tableau VII ; S. NOUR, « Les conditions du développement économique des pays pétroliers arabes », *Revue d'économie politique*, n° 5/1974, p. 634 ; « La course à l'industrialisation » dans *The Petroleum Economist*, n° 9/septembre 1974 ; données du Bureau économique et social des Nations unies à Beyrouth.

ments de réflexion *sur les possibilités d'absorption* immédiates des économies en question, qui sont en général *limitées*.

C'est ainsi que l'économie du Qatar, faute des infrastructures appropriées et des structures d'accueil quasi absentes, ne parvient à absorber qu'à peine *un seizième* des revenus pétroliers du pays. Et pour les mêmes raisons, la Fédération des émirats arabes unis n'arrive à investir sur son propre territoire qu'un peu plus d'*un dixième* de ces revenus, et le Koweït *un cinquième* seulement. Enfin, l'état des choses n'est pas, du moins dans l'immédiat, si différent en Arabie Saoudite, où malgré les programmes de développement si immenses, l'économie nationale n'absorbe que 24,8% des revenus en question.

Que faire donc du reste des revenus pétroliers ?

Une partie en est transférée dans d'autres pays du Moyen-Orient, non producteurs de pétrole, ceci dans le cadre d'une politique généreuse d'*aide* et de *coopération* ; une seconde partie est « *donnée* » à des pays en voie de développement situés en dehors du Moyen-Orient ; enfin, le reste est *investi* ou *placé*, sous des formes variées, dans les pays industrialisés de l'Occident, aux États-Unis et en Grande-Bretagne plus particulièrement, et dont l'équilibre économique et financier en dépend désormais étroitement.

2 - CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DES AUTRES PAYS ET AU MAINTIEN DE L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DE L'OCCIDENT

Après avoir investi massivement et dans les limites des possibilités d'absorption dans leurs propres économies, les pays pétroliers du Moyen-Orient font porter leurs efforts, avant tout, vers les autres pays de la région, moins privilégiés, tels que la Jordanie, la Syrie, les deux Yémens, - l'Égypte, le Maroc, la Tunisie, et aussi l'Afghanistan, le Pakistan et la Turquie -, qui possèdent une immense capacité d'absorption non utilisée.

L'initiative d'aide et de coopération est venue ici aussi de l'Iran. Ce pays a, en effet, accepté rien que pour 1974 des engagements de financement d'aide à l'extérieur s'élevant à 7,7 milliards et même à 12 milliards si l'on ajoute à l'aide bilatérale la totalité de ses contributions multilatérales et des fonds versés au Fonds Monétaire International³² ; ce qui équivaut, avec peu de différence, à l'ensemble de l'aide Marshall (environ \$13 milliards) et plus de trois fois le total d'aide accordée par les États-Unis dans le cadre du IV^e Point (\$3,5 milliards), dépassant enfin l'aide globale de l'ensemble des pays industrialisés de l'OCDE et rendant désuet leur « objectif de 1% »³³ dans ce domaine. Du reste, les planificateurs de ce pays se félicitent d'avoir obtenu que, *grosso modo*, 60% des revenus pétroliers ne soient pas ainsi injectés directement dans le circuit économique du pays, en attendant que d'ici peu de temps les possibilités d'absorption

32. « Persien Wunscht mehr Industriebeteiligungen im Westen », dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 4 octobre 1974 ; « La politique iranienne d'aide au Tiers-Monde », dans *Problèmes économiques*, n° 1 418, du 16 avril 1975, pp. 20-23.

33. *L'Observateur de l'O.C.D.E.*, n° 75/mai-juin 1975.

de l'économie iranienne soient élargies. Ainsi, les revenus pétroliers, à part leur impact considérable sur le développement économique interne du pays, sont devenus aussi le fer de lance d'une politique d'aide, accordée en tout premier lieu aux pays riverains de l'océan Indien (Inde : \$900 millions ; Pakistan : \$643 millions), pays islamiques non producteurs de pétrole (Égypte : plus de \$1 milliard ; Jordanie, Maroc, Syrie, Tunisie), des pays africains (Sénégal, Soudan, Zaïre), aides assorties, en général, d'un taux d'intérêt spécial (souvent 2,5%), enfin le soutien apporté au système monétaire international (plus de \$2 milliards É.-U.) et aux grands pays industriels de l'Occident, tels que Grande-Bretagne, France et encore d'autres, dont l'économie se trouve en difficulté.

De leur côté, les pays arabes producteurs de pétrole, mènent une politique active d'aide, notamment à l'égard des autres pays arabes dits pays « frères » et pays africains et autres appelés pays « amis ».

L'Arabie Saoudite depuis 1967, conformément à l'accord de Khartoum, aide avant tout les pays arabes engagés dans le conflit avec Israël (Égypte, qui a obtenu jusqu'ici environ \$2,5 milliards à ce titre, Jordanie et Syrie). De même, le Maroc, la Mauritanie, l'Ouganda et la Tunisie, ont bénéficié de l'aide saoudienne.

L'Abu Dhabi Fund for Economic and Social Development (F.E.A.U.), le *Koweït Fund for Arab Economic Development* (Koweït), l'*Irak Fund for Economic Development* (Irak), de même que des organismes d'aide multilatérale, tels que l'*Arab Fund for Economic and Social Development*, l'*Islamic Bank* (\$2 milliards de disponibilités), l'*Arab Investment Cy*, l'*Arab Bank for Industrial and Agricultural Development in Africa*, contribuent largement au développement des pays musulmans non producteurs de pétrole. *Grosso modo*, ces contributions représentent un total d'environ \$6,5 milliards. Mais, ajouté aux \$3,5 milliards des engagements pris par ces pays à l'égard du Fonds Monétaire International et des \$2 milliards envers la Banque mondiale, l'ensemble des contributions des pays arabes producteurs de pétrole atteindrait 12 milliards de dollars. Et considérant les contributions iraniennes, l'aide totale accordée par le Moyen-Orient serait de l'ordre de \$24 milliards. Ajoutons à ceci que l'aide purement économique et ayant un caractère de « don » représente, toutefois, de 4% (Arabie Saoudite, F.E.A.U. et Qatar) à 7% (Iran) du P.I.B., ce qui est, comme nous avons déjà souligné, de loin au-dessus de « l'objectif » de 1% fixé par la seconde Conférence des Nations unies sur le commerce et le Développement (New Delhi, 1968) et la stratégie internationale du développement pour la seconde décennie des Nations unies pour le développement (Santiago, 1972) de même que par l'OCDE.

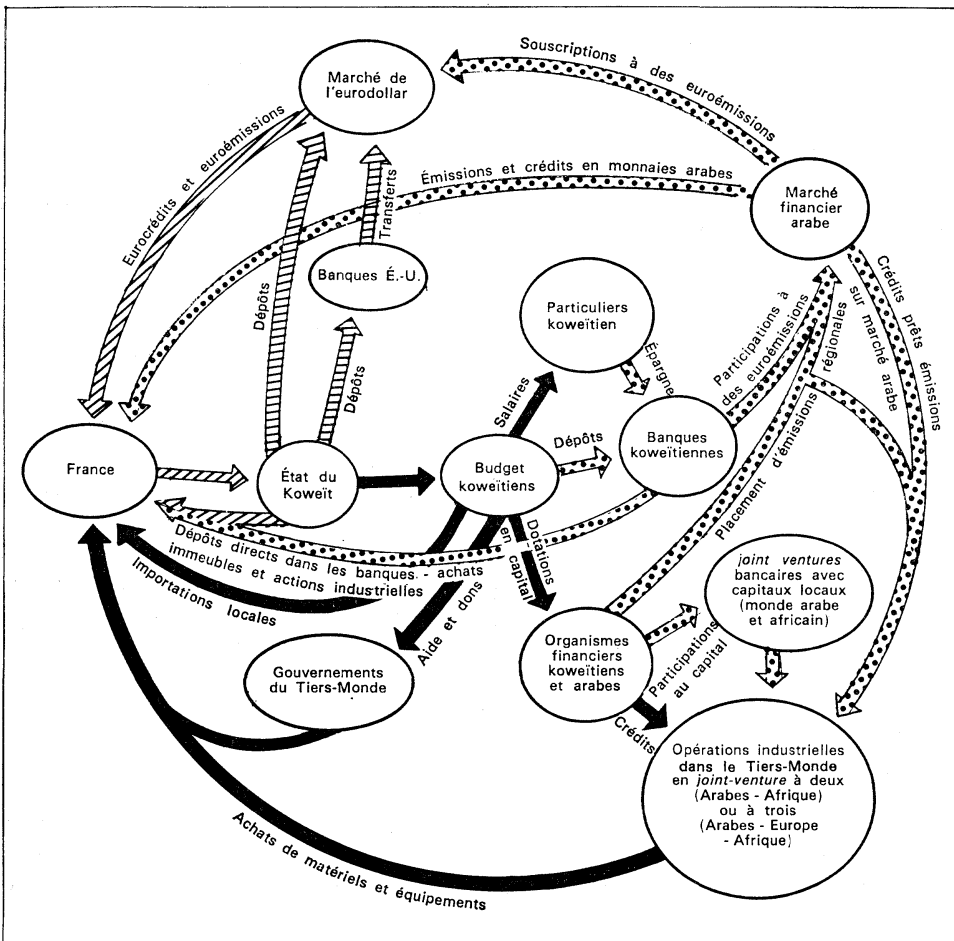
Compte tenu de la capacité d'absorption des pays en question — évaluée à base du montant de leurs dépenses de développement — et l'ensemble des aides consenties aux autres pays, il resterait des fonds inutilisés, équivalant à quelque 30% du total des recettes pétrolières. Une partie en est détenue, sous forme de liquidités, par les banques centrales des pays du Moyen-Orient ; et le reste, revient pour alimenter un réseau de circuits financiers international à base des

« *pétrodollars* », dont l'exemple simplifié de Koweït est schématisé comme ci-après 34 :

Il s'agit d'un réseau assez complexe, où un *premier circuit* (correspondant aux flèches hachurées) représente celui des « pétrodollars » ne quittant jamais l'Occident et dont la gestion est souvent confiée à la *Morgan Guaranty* et à la *Chase Manhattan Bank* de New York ; un *second circuit* (montré par des flèches noires) retrace le réseau à travers lequel une partie des revenus pétroliers se trouve intégrée dans l'économie nationale, dont une partie se traduit sans tarder par une demande d'importations recyclant des devises vers l'Occident et une partie affectée à l'aide économique-financière internationale. Enfin, un *dernier circuit*, celui du marché financier régional (représenté par des flèches pointillées),

CARTE II

Exemple simplifié de circuits financiers à base des « pétrodollars » (Koweït)



34. H. LE PAGE, « Le circuit d'or arabe », *Revue de l'Entreprise*, n° du 27 septembre 1974.

englobe le reste des flux financiers à base des revenus pétroliers, marché où le *Koweït Investment Cy*, le *Koweït Foreign Trading Contracting and Investment*, la *Middle East Cy* et l'*United Bank of Koweït*, à la fois actionnaires de nombreuses *joint ventures* bancaires régionales et internationales et partenaires financiers puissants du monde occidental, constituent les principaux acteurs.

B – Limites aux possibilités de développement économique du Moyen-Orient à partir des revenus pétroliers

Jusqu'aux années soixante-dix, les limites aux possibilités de développement économique du Moyen-Orient résultaient essentiellement du manque de capital, les recettes pétrolières des pays producteurs étant moins importantes. Ceci résulte d'un *mécanisme vicieux de répartition*, qui assurait aux compagnies concessionnaires une rente anormalement élevée (45% au Moyen-Orient et environ 5% aux États-Unis)³⁵, laissant peu, par conséquent, aux pays producteurs de la région, et est encore dû à une véritable *aposition du secteur pétrolier à l'économie des pays en question*, résultant notamment du retard de la production sur les réserves existantes et celui de la transformation sur l'extraction³⁶. La faiblesse d'intégration, repérée par le défaut des industries complémentaires situées en amont et en aval du pétrole, conduisait au manque des *effets d'entraînement* et de *polariastion*, ainsi donc à l'absence d'impact considérable sur le développement économique du Moyen-Orient.

Cet aspect des choses se trouve, dès lors, changé : grâce à l'action concertée des pays producteurs, notamment ceux du golfe Persique, menée dans le cadre de l'OPEP³⁷, d'abord la structure du partage des revenus a été modifiée. D'autre part, des efforts considérables ont été déployés par les pays producteurs du Moyen-Orient, en vue d'*intérieuriser* les activités de leur secteur pétrolier et de l'*intégrer* dans les économies locales.

Mais, tout ceci n'a pas permis d'assurer rapidement « le décollage » et *a fortiori* le développement économique de ces pays, devenus si riches en ressources financières. Cela est dû, à part les raisons ci-dessus évoquées, surtout à la persistance de nombreux *obstacles* et de multiples *blocages*, qui continuent à s'opposer à un développement et progrès adoptés aux possibilités nouvelles. En effet, des obstacles d'ordre structurel et infrastructurel, notamment la pénurie de la main-d'œuvre, du personnel technique et de cadres d'entrepreneurs, le retard technologique accumulé, le manque de certaines matières premières, l'absence ou l'insuffisance des équipements de base (réseau routier, portuaires,

35. E. GANNAGÉ, « Le problème des redevances pétrolières au Moyen-Orient – un exemple de blocage régional du développement », dans *Revue Tiers-Monde*, n° 26/1966, pp. 371–384.

36. E. TEILHAC, « Le pétrole dans l'économie du Moyen-Orient », dans *Revue d'Économie Appliquée*, n° 4/1954, pp. 399–491 ; *Id.*, « L'aposition, superposition et interposition du pétrole dans l'économie du Moyen-Orient », dans *Revue Économique et Financière de Syrie et des pays arabes*, n° 4/1958, pp. 18–31.

37. MONTAZER-ZOHOUR, *L'Organisation des pays exportateurs de pétrole*, *op. cit.*

chemin de fer, communications, etc.), le défaut d'une structure de production et de distribution adéquat (réseau commercial non intégré et circuit assez long à cause de la présence de multiples intermédiaires), une inflation galopante issue d'une demande non satisfaite des crédits abondants, des revenus nominaux sans cesse croissants, des coûts élevés de production et aussi des structures non adaptées, qui déprécie très vite la valeur de monnaie et, empêchant l'épargne, stimule la demande et la spéculation, constituent les goulots d'étranglement entravant le développement économique du Moyen-Orient. À ces facteurs de freinage, la plupart étant d'ordre économique, s'ajoutent les *blocages sociaux*³⁸ et aussi ceux issus des *institutions inadaptées*, qui empêchent souvent une participation massive de l'ensemble de la population à l'effort de développement.

Ces contraintes limitent donc les possibilités d'absorption des économies locales, empêchent l'intégration du *secteur entraînant*, celui du pétrole, dans l'économie régionale, afin d'assurer le développement économique du Moyen-Orient.

Que faire dans ces conditions ?

Toute solution doit consister avant tout à faire disparaître ces freins et obstacles au développement interne de la région ; disloquer ensuite les mécanismes de « la croissance vers l'extérieur » ; enfin, faire du secteur pétrolier un secteur *pilote, polarisant et entraînant* et aussi un facteur d'*intégration* et de *développement économique* du Moyen-Orient. Cela exigerait à agir énergiquement sur les *facteurs endogènes* ainsi que sur ceux d'origine *exogène*, qui conditionnent ensemble cette situation.

La réorganisation du secteur agricole, notamment par l'amélioration de la productivité des investissements, la restructuration du secteur industriel et du commerce interne, la promotion de la production locale, le renforcement du commerce intrarégional et donc des interdépendances économiques, basées sur des économies nationales diversifiées et complémentaires, conditionneraient, dans une grande mesure et joints aux effets (d'entraînement, de polarisation et autres) provenant de *l'intériorisation du secteur pétrolier*, les perspectives de l'impact et de l'efficacité des revenus issus du pétrole sur le développement économique du Moyen-Orient. L'espoir, dans ce domaine, devrait être aussi fondé sur le règlement du conflit politique et grave qu'opposent depuis bientôt 30 ans les pays arabes de la région à l'Israël, conflit où se trouve gaspillée une part considérable des ressources financières, bref une paix revenue dans la région. Enfin, une intégration des pays du Marché commun arabe et ceux non arabes de la coopération régionale pour le développement (Iran, Pakistan et Turquie) et pourquoi pas, un jour, l'économie israélienne, constituerait un dernier facteur positif, susceptible d'être envisagé à long terme et qui pourrait rendre plus grand l'impact des revenus pétroliers sur le développement économique d'une région et donc un marché élargi et doté de nombreux facteurs de complémentarité.

38. M.-A. MOLAVI, « Les blocages du développement en Iran », *Revue Tiers-Monde*, n° 30/1967, pp. 327-349.